

Qu'ils mangent des insectes ! Remettre en question la réinitialisation de l'alimentation par les entreprises du WEF



[Source : off-guardian.org]

Par Colin Todhunter

Le modèle agroalimentaire mondialisé actuel repose sur des politiques commerciales injustes, sur l'effet de levier de la dette souveraine, sur les déplacements de population et sur la dépossession des terres. Il alimente la monoculture de produits de base et l'insécurité alimentaire, ainsi que la dégradation des sols et de l'environnement.

Il est responsable de l'augmentation du nombre de maladies, de régimes alimentaires pauvres en nutriments, de la réduction de la gamme des cultures vivrières, des pénuries d'eau, des ruissellements de produits chimiques, de l'endettement croissant des agriculteurs, de l'affaiblissement et de la destruction des communautés locales et de l'éradication de la biodiversité.

Le modèle repose sur un paradigme politique qui privilégie l'urbanisation, les marchés mondiaux, les longues chaînes d'approvisionnement, les intrants propriétaires externes, les aliments hautement transformés et la dépendance à l'égard du marché (des entreprises) au détriment des communautés rurales, des petites entreprises indépendantes et des petites exploitations agricoles, des marchés locaux, des chaînes d'approvisionnement courtes, des ressources de l'exploitation, des cultures agroécologiques diversifiées, des régimes alimentaires riches en éléments nutritifs et de la souveraineté alimentaire.

Il est clair que la manière dont nous produisons et consommons actuellement nos aliments pose d'énormes problèmes environnementaux, sociaux et sanitaires et qu'un changement de paradigme s'impose.

C'est pourquoi certains optimistes – ou ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités – auraient pu espérer de véritables solutions aux problèmes et aux défis décrits ci-dessus lors de la deuxième édition du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) qui s'est déroulée la semaine dernière à Rome.

L'UNFSS a déclaré qu'il visait à fournir les dernières approches scientifiques basées sur des preuves provenant du monde entier, à lancer une série de nouveaux engagements par le biais de coalitions d'action et à

mobiliser de nouveaux financements et partenariats. Ces « coalitions d'action » s'articulent autour de la mise en œuvre d'une « transition alimentaire » plus durable, plus efficace et plus respectueuse de l'environnement.

Fondé sur un partenariat entre les Nations unies et le Forum économique mondial (FEM), l'UNFSS est toutefois influencé de manière disproportionnée par les entreprises, manque de transparence et de responsabilité et détourne l'énergie et les ressources financières des véritables solutions nécessaires pour lutter contre les multiples crises de la faim, de l'environnement et de la santé.

Selon un article paru récemment sur le site web The Canary, les principales initiatives multipartites (MSI) présentes au sommet 2023 comprennent le WEF, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, l'EAT (Forum EAT, Fondation EAT et Commission EAT-Lancet sur les systèmes alimentaires sains et durables), le World Business Council on Sustainable Development [Conseil mondial des entreprises pour le développement durable] et l'Alliance for a Green Revolution in Africa [Alliance pour une révolution verte en Afrique].

Les entreprises mondiales du secteur agroalimentaire, dont Coca-Cola, Danone, Kelloggs, Nestlé, PepsiCo, Tyson Foods, Unilever, Bayer et Syngenta, étaient également présentes en force, de même que la banque néerlandaise Rabobank, la fondation Mastercard, la fondation Bill et Melinda Gates et la fondation Rockefeller.

Dans le cadre de son « partenariat stratégique » avec l'ONU, le WEF considère que les MSI sont essentielles à la réalisation de sa vision d'une « grande réinitialisation » – en l'occurrence, une transition alimentaire. Le sommet comprend une puissante alliance d'entreprises mondiales, de fondations influentes et de pays riches qui tentent de s'approprier le récit de la « transformation des systèmes alimentaires ». Ces intérêts visent à renforcer la concentration des entreprises et l'influence de l'agro-industrie sur les institutions publiques.

Hannah Sharland, l'auteur de l'article paru dans The Canary, écrit :

« ... l'ONU donne sciemment aux entreprises qui parrainent la destruction de la planète une place de choix à la table des négociations. Ce sont précisément ces entreprises qui déterminent déjà l'état des systèmes alimentaires mondiaux ».

Elle conclut que les solutions à une crise mondiale en plein essor ne peuvent être trouvées dans le système capitaliste d'entreprise qui l'a fabriquée.

Lors d'une conférence de presse tenue le 17 juillet 2023, les représentants de la Réponse autonome des peuples à l'UNFSS ont souligné la nécessité

d'actions urgentes et coordonnées pour lutter contre la faim dans le monde. La réponse a pris la forme d'une déclaration des représentants des mouvements pour la justice alimentaire, des organisations de petits producteurs alimentaires et des peuples autochtones.

La déclaration dénonce l'approche des Nations unies. Saúl Vicente, du Conseil international des traités indiens, a déclaré que les organisateurs du sommet cherchaient à vendre leur projet industriel et d'entreprise comme une « transformation ».

Les mouvements et organisations qui s'opposent au sommet appellent à un abandon rapide des modèles industriels pilotés par les entreprises au profit de systèmes alimentaires biodiversifiés, agroécologiques et gérés par les communautés, qui privilégient l'intérêt public par rapport à la recherche du profit. Cela implique de garantir les droits des peuples à accéder à la terre et aux ressources productives et à les contrôler, tout en promouvant la production agroécologique et les semences paysannes.

La réponse au sommet ajoute que, malgré la reconnaissance croissante de l'échec des systèmes alimentaires industriels sur tant de fronts, l'agrobusiness et les entreprises alimentaires continuent d'essayer de maintenir leur contrôle. Elles déploient la numérisation, l'intelligence artificielle et d'autres technologies de l'information et de la communication pour promouvoir une nouvelle vague de dépendance ou de déplacement des agriculteurs, d'accaparement des ressources, d'extraction des richesses et d'exploitation de la main-d'œuvre, et pour restructurer les systèmes alimentaires vers une plus grande concentration du pouvoir et des chaînes de valeur toujours plus mondialisées.

Shalmali Guttal, de Focus on the Global South [Focus sur le Sud global], explique :

«... des personnes du monde entier ont présenté des stratégies concrètes et efficaces... la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, la revitalisation de la biodiversité, les marchés territoriaux et l'économie solidaire. Les preuves sont accablantes : les solutions conçues par les petits producteurs de denrées alimentaires et les peuples autochtones non seulement nourrissent le monde, mais font également progresser l'égalité des sexes, la justice sociale et économique, l'autonomisation des jeunes, les droits des travailleurs et une véritable résilience face aux crises ».

Guttal demande « pourquoi les décideurs politiques n'écoutent-ils pas cela et ne fournissent-ils pas un soutien adéquat ? »

La réponse est simple. L'ONU s'est ralliée au WEF et aux géants de l'agroalimentaire et du Big Data, qui n'ont pas de temps à consacrer à la gouvernance démocratique.

Un nouveau rapport de FIAN International a été publié parallèlement à la déclaration de la Réponse autonome des peuples. Le rapport – Food Systems Transformation – In which direction ? [Transformation des systèmes alimentaires – Dans quelle direction ?] – appelle à une révision urgente de l'architecture de la gouvernance alimentaire mondiale afin de garantir une prise de décision qui donne la priorité au bien public et au droit à l'alimentation pour tous.

Sofia Monsalve, secrétaire générale de FIAN International, déclare :

« La principale pierre d'achoppement à l'adoption de mesures efficaces en faveur de systèmes alimentaires plus résilients, diversifiés, localisés et agroécologiques est constituée par les intérêts économiques de ceux qui font progresser les systèmes alimentaires industriels pilotés par les entreprises et qui en tirent profit. »

Ces intérêts promeuvent le multipartenariat : un processus qui implique que les entreprises, leurs groupes de façade et leurs armées de lobbyistes cooptent les organismes publics pour qu'ils agissent en leur nom au nom de « l'alimentation du monde » et de la « durabilité ».

Un processus qui place de puissants intérêts privés sur le siège conducteur, orientant les décideurs politiques pour faciliter les besoins des entreprises tout en mettant de côté les fortes préoccupations et les solutions avancées par de nombreuses organisations de la société civile, de petits producteurs alimentaires et de travailleurs, de peuples indigènes ainsi que d'éminents universitaires.

Les entreprises mêmes qui sont responsables des problèmes du système alimentaire actuel. Elles proposent toujours la même chose, cette fois dans un emballage biosynthétique, génétiquement modifié, mangeur d'insectes, écomoderniste et faussement vert (voir l'article en ligne « From net zero to glyphosate : agritech's greenwashed corporate power grab » [Du « net zero » au glyphosate : la prise de pouvoir de l'entreprise agritech par l'écoblanchiment]).

Alors que plus de 800 millions de personnes se couchent le ventre vide sous le régime alimentaire actuel, ces entreprises et leurs riches investisseurs continuent à rechercher toujours plus de profit et de contrôle. Le système économique garantit qu'ils ne sont pas motivés par la justice alimentaire ou toute autre forme de justice. Ils sont contraints de maximiser leurs profits, notamment en attribuant une valeur marchande à tous les aspects de la nature et des pratiques sociales, qu'il s'agisse de connaissances, de terres, de données, d'eau, de semences ou de systèmes d'échange de ressources.

En s'assurant habilement (et cyniquement) que les besoins des marchés mondiaux (c'est-à-dire les besoins des chaînes d'approvisionnement des entreprises et leurs stratégies de recherche de profit) sont devenus

synonymes des besoins de l'agriculture moderne, ces entreprises se sont assuré un paradigme politique hégémonique et intéressé parmi les décideurs, qui est profondément ancré dans les esprits.

C'est pour cette raison que la réponse autonome des peuples à l'UNFSS appelle à une mobilisation de masse pour défier le pouvoir des grandes entreprises :

« [Ce pouvoir] doit être démantelé afin que le bien commun soit privilégié par rapport aux intérêts des entreprises. Il est temps de relier nos luttes et de lutter ensemble pour un monde meilleur fondé sur le respect mutuel, la justice sociale, l'équité, la solidarité et l'harmonie avec notre mère la Terre ».

La tâche peut sembler ardue, surtout si l'on considère la financiarisation du secteur agricole et alimentaire qui s'est développée parallèlement à l'agenda néolibéral et à la financiarisation générale de l'économie mondiale. Cela signifie que des entreprises extrêmement puissantes comme BlackRock – qui détient des parts dans un certain nombre des plus grandes entreprises agroalimentaires du monde – ont tout intérêt à consolider le système existant.

Mais l'espoir prévaut. En 2021, le groupe ETC et le groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables ont publié le rapport A Long Food Movement : Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045. Ce rapport appelle les organisations de base, les ONG internationales, les groupes d'agriculteurs et de pêcheurs, les coopératives et les syndicats à collaborer plus étroitement pour transformer les flux financiers et les systèmes alimentaires de fond en comble.

L'auteur principal du rapport, Pat Mooney, affirme que la société civile peut lutter et développer des systèmes de production agroécologiques sains et équitables, construire des chaînes d'approvisionnement courtes (basées sur la communauté) et restructurer et démocratiser les structures de gouvernance.